



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PAYS DE LA LOIRE
Établissement public administratif
Centre des Salorges – 16, Quai Ernest Renaud – CS 70515 – 44105 NANTES CEDEX 4
Téléphone 02 40 44 63 00 – Télécopie 02 40 44 63 20 – <http://www.paysdelaloire.cci.fr>
SIRET 184 401 289 00022 – TVA N° FR 75 184 401 289

PRESTATIONS DE CREATION DE CONTENU EDITORIAL

POUR LE MINI SITE WEB « DIGITALISATION DES ENTREPRISES »

DOCUMENT UNIQUE VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES ET ACTE D'ENGAGEMENT

N° marché : 2021 RTC 1037

ENTREPRISES PAYS DE LA LOIRE



SOMMAIRE

Page

SOMMAIRE	2
PREAMBULE – DEFINITIONS.....	4
PARTIE 1 – CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES	5
ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
2.1.1 DUREE DU MARCHE	5
2.1.2 OBLIGATIONS DE LA CCIPDL	5
2.1.3 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	5
2.1.3.1 Obligations générales	6
2.1.3.2 Obligation de confidentialité	6
2.1.3.3 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES.....	6
ARTICLE 2.2 – PRESTATION, LIVRABLES ET PLANNING DE REALISATION	6
2.2.1 PRESTATION ET LIVRABLES.....	6
2.2.2 REUNION DE CADRAGE ET PLANNING DE REALISATION DES PRESTATIONS.....	7
2.2.3 FORCE MAJEURE.....	7
2.2.4 PENALITES	7
ARTICLE 2.3 – PRIX, CONDITIONS ET MODALITES DE PAIEMENT	7
2.3.1 PRIX	7
2.3.2 AVANCES	8
2.3.3 ECHEANCIER DE PAIEMENT ET CONDITIONS DE RECEVABILITE DES FACTURES	8
2.3.4 FACTURES	8
2.3.5 MODE ET DELAI DE PAIEMENT	8
ARTICLE 2.4 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES	8
ARTICLE 2.5 – CESSION	9
ARTICLE 2.6 – PIECES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 2.7 – RESILIATION	9
ARTICLE 2.8 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 2.8 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS	10
ARTICLE 2.9 – SOUS TRAITANCE.....	10
ARTICLE 2.10 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du code du travail)	10
ARTICLE 2.11 – DEROGATIONS AU CCAG PI.....	11
PARTIE 3 – ACTE D’ENGAGEMENT	12
ARTICLE 3.1 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT	12
3.1.1 IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT	12
3.1.2 REPARTITION DES PRESTATIONS (EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT)	14
3.1.3 COMPTE(S) A CREDITER.....	14

3.1.4	DUREE D'EXECUTION DU MARCHE	14
3.1.5	DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE	15
ARTICLE 3.2 – SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT (FORMAT PADES RECOMMANDE)		15
ARTICLE 3.3 – DECISION DE LA CCIPDL		15
ANNEXE 1 – SITE ENTREPRISESPAYSDELALOIRE		16

PREAMBULE – DEFINITIONS

Dans le présent document, les termes suivants ont le sens suivant :

AE	acte d'engagement, inséré dans le DOCUMENT UNIQUE
CCAG PI	cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 16 septembre 2009
CCIPDL	chambre de commerce et d'industrie de région Pays de la Loire, dite CCI Pays de la Loire
CCP	cahier des clauses particulières, inséré dans le DOCUMENT UNIQUE
DCE	dossier de consultation des entreprises
DOCUMENT UNIQUE	document valant règlement de la consultation, cahier des clauses particulières et acte d'engagement
DONNEES PERSONNELLES	données à caractère personnel, relatives aux entreprises bénéficiaires des prestations d'accompagnement, traitées dans le cadre de l'exécution du marché
PRESTATAIRE	candidat, sélectionné pour la mise en œuvre du marché, auquel le marché a été attribué
RC	règlement de la consultation, inséré dans le DOCUMENT UNIQUE
SITE ENTREPRISESPAYSDELALOIRE	site https://entreprisespaysdelaloire.fr : permet en quelques clics d'identifier les dispositifs d'appui et de financement pertinents pour une entreprise, des contenus thématiques, actualités et conseils

CONTEXTE

La présente consultation concerne un mini-site sur le sujet de la digitalisation des entreprises intégré au site ENTREPRISESPAYSDELALOIRE. Le site « entreprisespaysdelaloire » est piloté par la CCIPDL ; il est co-financé par la Région des Pays de la Loire, l'État et la CCIPDL ; il est également soutenu par d'autres partenaires publics et privés (chambres des métiers, chambre d'agriculture et comité régional des banques).

Lancé en 2015, il est organisé autour de **parcours d'aides et de financement** (création, reprise, innovation, international, RSE...), il regroupe l'ensemble des informations et des interlocuteurs afin d'accompagner les entreprises dans le monde d'aujourd'hui et de demain, c'est-à-dire gagner en performance et faire face aux mutations (défis énergétiques, transformation numérique...).

En 2018, le site subit une **refonte intégrale** ; il est enrichi par de nouveaux contenus éditoriaux : le but étant d'apporter une information qualifiée aux dirigeants d'entreprises via des parcours thématiques guidés ou des modules de recherche rapide. Il s'adresse aux entreprises de la région Pays de la Loire et permet d'identifier en quelques clics les financements et les interlocuteurs pertinents. Afin de conseiller les entreprises, le site ENTREPRISESPAYSDELALOIRE possède plus de 250 contenus éditoriaux variés et référence plus de 850 financements ; il intègre également des mini-sites via la page Actus/Conseils et propose plus de 200 réseaux d'accompagnement. Afin de demeurer en adéquation avec les problématiques entrepreneuriales, le SITE souhaite améliorer ses performances par le biais de nouveaux leviers de référencement et de contenus enrichis.

En 2020, en lien avec nos financeurs la décision a été prise d'enrichir ce SITE d'une rubrique sur la digitalisation des entreprises. Ce nouveau **mini-site sur la transformation digitale** a pour objectif de regrouper l'ensemble des informations concernant les acteurs, les dispositifs d'appui, les formations accessibles à toutes les entreprises qui souhaitent s'engager vers une transition numérique globale. Il sera complété par une compréhension totale du sujet et des réponses aux interrogations des directeurs et des collaborateurs en fonction de la maturité numérique de leurs entreprises.

La présente consultation s'inscrit dans le cadre des actions d'optimisation de la communication menées par la CCIPDL pour enrichir ce nouveau mini-site sur la transformation digitale grâce à la création d'un dossier thématique sur le sujet de la digitalisation des entreprises.

PARTIE 1 – CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du CCP. ET

Sous la forme d'un marché à bons de commande suivant les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP. Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum avec un maximum fixé à 50 000 € HT (reconductions comprises) en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

2.1.1 DUREE DU MARCHE

La date prévisionnelle de notification du présent marché est début mai 2021.

Le présent marché est valable jusqu'au 31 décembre 2021.

2.1.2 OBLIGATIONS DE LA CCIPDL

La CCIPDL s'engage à communiquer au PRESTATAIRE tout document et toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations.

2.1.3 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

2.1.3.1 Obligations générales

Le PRESTATAIRE s'engage à :

- Communiquer dans les plus brefs délais à la CCIPDL toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution du présent marché, telle que, notamment, l'identité de la ou des personne(s) ayant le pouvoir de l'engager, tout changement relatif à son entreprise et à son contrôle, tout changement concernant les personnes chargées de l'exécution du marché et susceptible d'en affecter l'exécution ;
- Informer dans les plus brefs délais la CCIPDL de toute difficulté pouvant avoir ou ayant une incidence défavorable sur la mise en œuvre du présent marché ;
- Mettre en œuvre tout son savoir-faire et son expertise dans la réalisation des prestations.

Le PRESTATAIRE reconnaît que sa responsabilité pourra être mise en cause en cas de manquement à son obligation d'information et de conseil.

2.1.3.2 Obligation de confidentialité

Il est fait application des dispositions de l'article 5.1 du CCAG PI.

2.1.3.3 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel.

A ce titre, il s'engage notamment à respecter le Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles « Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD » en application depuis le 25 mai 2018.

En particulier, il s'engage :

- A ne pas utiliser les données auxquelles il a accès à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat
- A ne pas divulguer ces données à des personnes non autorisées à en connaître
- A prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces données
- A prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle de ces données
- Le cas échéant, à s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données.

En fin de marché, à restituer intégralement les fichiers manuels ou informatisés stockant ces données selon les modalités prévues au présent marché ou à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant ces données.

ARTICLE 2.2 – PRESTATION, LIVRABLES ET PLANNING DE REALISATION

2.2.1 PRESTATION ET LIVRABLES

Le tableau suivant détaille les prestations à réaliser et précise les livrables attendus. Chaque livrable devra être validé par la CCIPDL.

LIVRABLES	PLANNING	REUNIONS
1. Proposition d'une ligne éditoriale et exemples de contenus		Réunion de cadrage le Jeudi 20 mai 2021 à 10h00

2. Arborescence du mini-site et du dossier	Mardi 1 juin 2021	Point téléphonique : Jeudi 3 juin 2021 à 15h00
3. Rédaction de 5 articles de 600 à 700 mots (témoignages, articles de fonds...) :		
Deux premiers articles	Vendredi 18 juin 2021	Point téléphonique : Mardi 22 juin 2021 à 10h00
Deux articles suivants	Vendredi 2 juillet 2021	Point téléphonique : Mardi 6 juillet 2021 à 10h00
Cinq articles finalisés	Vendredi 16 juillet 2021	Réunion finale : Mardi 20 juillet 2021
4. Réalisation d'interviews : Script des vidéos	Jeudi 10 juin 2021	Point téléphonique : Mardi 22 juin 2021 à 10h00
1 ^{er} vidéo	Lundi 28 juin 2021	Point téléphonique : Mardi 6 juillet 2021 à 10h00
2 ^{ème} et 3 ^{ème} vidéos	Vendredi 16 juillet 2021	Réunion finale : Mardi 20 juillet 2020

2.2.2 REUNION DE CADRAGE ET PLANNING DE REALISATION DES PRESTATIONS

Une réunion de cadrage aura lieu le jeudi 20 mai à 10 heures. Ensuite, un point sera fait régulièrement entre la CCIPDL et le PRESTATAIRE.

Au-delà des prestations citées, la CCIPDL pourra passer des commandes au titulaire sur la base des prix du marché.

2.2.3 FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue pour responsable à l'égard de l'autre en cas d'inexécution de ses obligations découlant d'un cas de force majeure faisant obstacle à l'exécution desdits engagements.

2.2.4 PENALITES

Des pénalités pourront être appliquées au PRESTATAIRE en cas de manquement à ses obligations contractuelles. Par dérogation à l'article 14.1 du CCCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations contractuelles prévues par le présent marché, notamment le respect des dates de livraison des livrables, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour ouvré de retard pourra être appliquée.

ARTICLE 2.3 – PRIX, CONDITIONS ET MODALITES DE PAIEMENT

2.3.1 PRIX

Le prix unitaire renseigné dans l'acte d'engagement :

- Est ferme et non révisable pendant toute la durée du présent marché
- Est réputé complet et comprend les frais professionnels (déplacements, repas, hébergement...), la cession des droits de propriété intellectuelle visée à l'article 2.8 du présent DOCUMENT UNIQUE, par dérogation à l'article 10 du CCAG PI.

2.3.2 AVANCES

Aucune avance ne sera versée.

2.3.3 ECHEANCIER DE PAIEMENT ET CONDITIONS DE RECEVABILITE DES FACTURES

Les factures seront établies avec la mention suivante « SITE ENTREPRISESPAYSDELALOIRE », selon les conditions et modalités suivantes :

- 20 % après validation des livrables associés à la phase 1 (ligne éditoriale) et 2 (arborescence mini-site) ;
- 40 % après validation des livrables associés aux phases 3 (rédaction de 5 articles) ;
- 20 % au titre des prestations de la phase 4 réalisées jusqu'au 29 juin (réalisation d'une vidéo interview) ;
- Le solde, soit 20 % au titre des de la phase 4 réalisées jusqu'au 21 juillet 2020.

2.3.4 FACTURES

En complément de l'article 11.4 du CCAG PI, toute facture devra impérativement :

- ✓ Parvenir à l'adresse suivante : Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire – Direction Administration-Finances – Centre des Salorges – 16 quai Ernest Renaud – CS 70515 – 44105 NANTES CEDEX 4 ;
- ✓ Comporter, outre les mentions légales obligatoires, la référence au présent marché 2021 RTC 1037.

Dans le cadre de l'obligation de facturation électronique qui s'impose progressivement aux fournisseurs des acheteurs publics, le PRESTATAIRE pourra être amené à utiliser obligatoirement la solution mutualisée Chorus Pro pour la transmission de leurs factures sous forme électronique.

Pour ce faire, vos factures dématérialisées adressées à la CCI devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera [nom de la structure] en tant que destinataire de la facture : 80229739000014
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**,
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché** : 2021 RTC 1037

2.3.5 MODE ET DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues au PRESTATAIRE seront payées par virement bancaire, dans un délai maximum de trente (30) jours suivant la date de réception par la CCIPDL des factures conformes aux dispositions du présent article 2.3. En cas de facture non conforme : la facture sera rejetée pour non-conformité et renvoyée pour rectification au PRESTATAIRE et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à la réception de la facture rectifiée.

La date de réception de la facture est constatée par la CCIPDL. En cas de litige, il appartient au PRESTATAIRE d'apporter la preuve de cette date.

ARTICLE 2.4 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le PRESTATAIRE sera responsable de tout manquement aux obligations contractuelles mentionnées dans le présent DOCUMENT UNIQUE, y compris si le manquement est dû à un/des intervenant(s) qu'il a dédié à l'exécution du présent marché. Il est expressément convenu entre les parties, et accepté par le PRESTATAIRE, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du présent marché, le PRESTATAIRE doit être en mesure de produire, dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la réception de la demande de la CCIPDL, l'attestation d'assurance qui le couvre au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à la CCIPDL et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution du présent marché. En cas de changement affectant soit l'assureur du PRESTATAIRE, soit les termes de la police d'assurance, le PRESTATAIRE s'engage à en informer la CCIPDL dans un délai de quinze (15) jours.

ARTICLE 2.5 – CESSION

Le PRESTATAIRE ne pourra pas céder le présent marché sans l'accord préalable et exprès de la CCIPDL.

ARTICLE 2.6 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 CCAG PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, étant précisé qu'elles sont présentées par ordre de priorité et qu'en cas de contradiction entre les dispositions de ces pièces, elles prévaudront dans cet ordre de priorité :

- Le présent DOCUMENT UNIQUE complété par le PRESTATAIRE, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le CCAG PI du 16 septembre 2009, étant précisé que cette pièce, non jointe au dossier, est réputée connue du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du présent marché ;
- La proposition technique du PRESTATAIRE.

ARTICLE 2.7 – RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG PI sont applicables, sous réserve de la dérogation suivante : en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le PRESTATAIRE n'a droit à aucune indemnité du fait de la résiliation.

ARTICLE 2.8 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les prestations objet du présent marché sont soumises aux dispositions de l'Option B de l'article 25 CCAG-PI.

Lieu d'exploitation : conformément à l'option B du CCAG-PI, le domaine d'exploitation des droits cédés est précisé quant au lieu, à savoir, le monde entier.

Durée de cession : conformément à l'option B article 25 du CCAG-PI, le domaine d'exploitation des droits cédés est précisé quant à la durée, à savoir, 30 ans à compter de la date de notification du marché.

Etendue et destination des droits cédés :

Droits de la CCIPDL :

Le titulaire cède, à titre exclusif, à la CCIPDL, ou tout tiers choisi par elle, les droits patrimoniaux (reproduction, représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction et d'incorporation) relatifs aux prestations du présent marché.

La CCIPDL peut céder certains des droits patrimoniaux à des tiers.

Par droit de représentation, il est entendu :

Le droit pour la CCIPDL ou pour tout tiers choisi par elle, de représenter ou faire représenter auprès de tout public, les prestations dans leur intégralité ou partiellement. La représentation auprès du public peut être effectuée par tout procédé de diffusion connu à ce jour, notamment par :

- la télédiffusion, par voie hertzienne, électronique, TNT, câble, satellite,... quel que soit le mode de commercialisation (chaîne gratuite, abonnement, paiement à la séance, site internet,...),
- la diffusion sur tous les réseaux de télécommunications connus à ce jour (internet, internet mobile, téléphonie mobile, clefs USB distribuées gratuitement, intranet,...).

Par droit de reproduction, il est entendu :

Le droit pour la CCIPDL, ou pour tout tiers choisi par elle, de reproduire et de faire reproduire, fixer ou faire fixer matériellement, les prestations visées par le présent marché dans leur intégralité ou partiellement, quel que soit le procédé ou le mode de diffusion, notamment numérique ou analogique, sur tout support, notamment pelliculaire, numérique, informatique, optique, papier...

Par droit d'adaptation, il est entendu :

Le droit pour la CCIPDL ou pour tout tiers choisi par elle, de disposer, sous réserve de respecter les droits moraux des auteurs, comme elle l'entend de tout ou partie des prestations, dans le sens où elle sera libre de modifier les formats, la mise en page des textes, traduire, incorporer, arranger, exécuter toute opération de modification et d'incorporation qu'elle souhaite.

Et ce afin d'exploiter les résultats dans tous les types de configuration d'exploitation, comme énuméré ci-dessus. La CCIPDL informe le titulaire des adaptations envisagées dans un délai raisonnable avant exploitation.

Par ailleurs, si le titulaire a fait appel à des éléments appartenant à des tiers pour réaliser la prestation, il doit s'assurer que les droits d'exploitations tels qu'ils sont définis ci-dessus, soient libres d'exploitation pour la CCIPDL.

De manière générale, le titulaire se conforme aux dispositions relatives aux garanties de l'option B article 25 du CCAG – PI.

Droit du titulaire :

Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser à titre personnel ou pour le compte d'un tiers, directement ou indirectement, en tout ou partie et pour quelque motif que ce soit, sauf celui lié à l'exécution du présent marché, les réalisations ou produits obtenus dans le cadre de celui-ci.

ARTICLE 2.9 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le droit français est seul applicable.

La CCIPDL et le PRESTATAIRE s'efforcent dans un premier temps de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché.

Ensuite, et en complément de l'article 29 du CCAG-PI, la CCIPDL ou le PRESTATAIRE peut soumettre au médiateur des entreprises tout différend qui les oppose résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché.

Tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché qui n'aurait pas été réglé à l'amiable ou par médiation relève de la compétence exclusive des juridictions compétentes de Nantes.

ARTICLE 2.10 – SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et doit remplir un formulaire DC4.

ARTICLE 2.11 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Pour cela, le titulaire, pour toute correspondance sur ce site, indique une adresse mail :

@

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi la CCI pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 2.12 – DEROGATIONS AU CCAG PI

Application des dispositions du C.C.A.G-PI sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

PARTIE 3 – ACTE D'ENGAGEMENT

ARTICLE 3.1 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT

3.1.1 IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT

Cocher les cases correspondantes

Après avoir pris connaissance des dispositions du marché (DU n° 2021 RTC 1037, CCAG PI de 2009, RC n° 2021 RTC 1037)

☐ Le signataire :

☐ S'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte :

Dénomination sociale :

Nom commercial :

SIRET :

Adresse du siège social :

.....

.....

Adresse de l'établissement :

.....

.....

Adresse électronique :

Téléphone :

☐ Engage la société sur la base de son offre :

Dénomination sociale :

Nom commercial :

SIRET :

Adresse du siège social :

.....

.....

Adresse de l'établissement :

.....

.....

Adresse électronique :

Téléphone :

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement :

Cocher les cases correspondantes

Type de groupement : ☐ Solidaire ☐ Conjoint

En cas de groupement conjoint : solidarité du mandataire : ☐ Oui ☐ Non

Mandataire désigné pour représenter l'ensemble des
membres du groupement et coordonner les prestations :

À compléter pour chaque membre du groupement (à dupliquer si besoin) :

Dénomination sociale :

Nom commercial :

SIRET :

Adresse du siège social :

.....
.....

Adresse de l'établissement :

.....
.....

Adresse électronique :

Téléphone :

Dénomination sociale :

Nom commercial :

SIRET :

Adresse du siège social :

.....
.....

Adresse de l'établissement :

.....
.....

Adresse électronique :

Téléphone :

À réaliser la prestation aux prix suivants (tel que défini dans le présent DOCUMENT UNIQUE) :

En €	HT	TVA	TTC
PRESTATIONS JUSQU'AU 31.12.2021			
POUR LE SITE ENTREPRISESPAYSDELALOIRE- Dossier éditorial Digitalisation des entreprises : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Préconisation d'une arborescence du mini-site et organisation du dossier (sommaire, contenus-types, ...) ▪ Réalisation de 4 vidéos d'interviews témoignages d'industriels référents sur site en entreprise (prix unitaire par vidéo/ vidéos montée(s), réalisée(s)- durée environ 3 à 4 minutes/vidéo) ▪ Rédaction de 7 articles de 600 à 700 mots (prix unitaire par article) 			
TOTAL 2021 POUR LE SITE ENTREPRISESPAYSDELALOIRE			

3.1.2 REPARTITION DES PRESTATIONS (EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT)

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser (à dupliquer si besoin) :

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

3.1.3 COMPTE(S) A CREDITER

Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal
(en cas de groupement conjoint : préciser les comptes qui devront être crédités)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

3.1.4 DUREE D'EXECUTION DU MARCHE

Le présent marché est valable jusqu'au 31 décembre 2021, à compter de :

☒ La date de notification du marché ;

- ☐ La date de notification de l'ordre de service ;
- ☐ La date de début d'exécution prévue par le marché lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

3.1.5 DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans l'article 1.3.4 du présent DOCUMENT UNIQUE.

ARTICLE 3.2 – SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT (FORMAT PADES RECOMMANDE)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

ARTICLE 3.3 – DECISION DE LA CCIPDL

À, le

Jean-François GENDRON,
Président de la CCI Pays de la Loire

- Objectifs du mini-site -

- ☑ Création d'un nouveau site thématique avec du contenus experts, pédagogiques et variés
- ☑ Définition d'une stratégie digitale pour le futur mini-site
Digitalisation d'une entreprise
- ☑ Diffuser des contenus experts, pédagogiques et variés à destination des TPE et des PME
- ☑ Générer un trafic qualifié sur le sujet
- ☑ Obtenir un bon référencement sur cette thématique

- Environnement -

1 site

<https://entreprisespaysdelaloire.fr/> géré par la CCI Pays de la Loire, en partenariat avec les services de la Région Pays de la Loire et les services de l'Etat

Lancé en 2015, enrichi par de nouvelles thématiques, une refonte du site a lieu en 2018 avec un renforcement du contenu éditorial et de la recherche rapide via des mots-clés

Objectifs

Informar les entreprises à propos des aides et des financements dont elles peuvent disposer (en Pays de la Loire) > 850 aides

Conseiller et accompagner les entreprises dans leurs questionnements quotidiens et futurs > 200 fiches réseaux d'accompagnements

Apporter une information qualifiée grâce parcours thématiques ou modules de recherche

Cibles

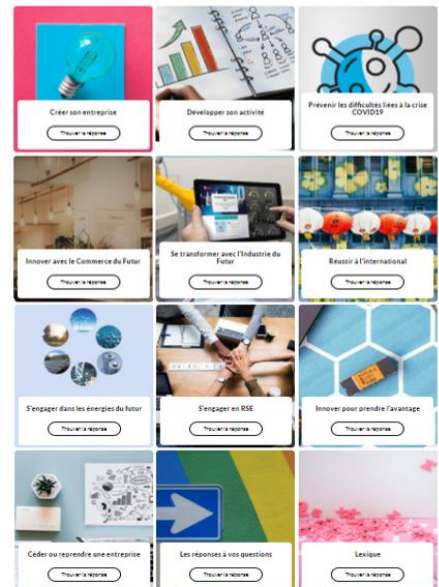
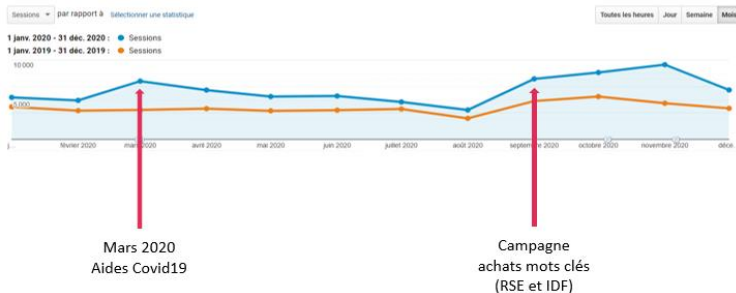
Dirigeants ou futurs dirigeants :
Créateurs
Auto-entrepreneur
Micro-entreprises
PME



- Quelques chiffres -

En 2020 → 74 787 sessions

12 mini-sites :
aides et conseils entrepreneuriales



- Synthèse des recherches -

La transformation numérique pour les entreprises

Un enjeu stratégique - Une nécessité

Pourquoi ?

- Répondre aux **nouvelles demandes** du consommateurs et des collaborateurs
- Améliorer l'**efficacité** des activités internes et externes et être à l'affût des opportunités
 - Gagner en **compétitivité** et donc dynamiser la **croissance**

Comment ?

- **Réinventer** l'entreprise pour avancer
- Se doter d'**outils** pour produire mieux et mieux interagir
 - Impliquer l'ensemble des corps entrepreneuriaux

Quels freins ?

- Manque de temps, connaissances et compétences
- Outils de communications ou de vente pas aux normes

Le but d'un mini-site sur la **digitalisation des entreprises** :

- Accompagner dans la transition
- Lever les freins ou interrogations existantes
- Répondre à des besoins spécifiques
- Mettre à disposition des contenus et des outils
- Faire prendre conscience du changement et de la marche à suivre



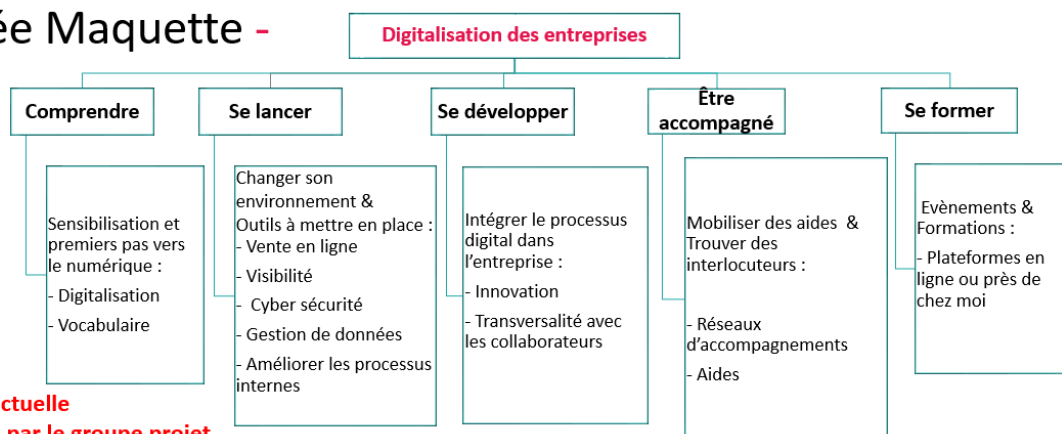
- Arborescence - Organisation autour de 5 **thématiques repères**, à la place de celles existantes :

Non contractuelle
Pas validée par le groupe
projet

Filtrez les articles : **TOUT** CONSEILS ACTUALITÉS ÉVÉNEMENTS TÉMOIGNAGES OUTILS DOSSIER

- Avoir des titres de rubriques accrocheurs sous forme de verbes

- Idée Maquette -



Non contractuelle
Pas validée par le groupe projet

- Contenus -

Ligne éditoriale

- ✓ Promotion de la plateforme nationale [FranceNum](#) auprès des TPE-PME
- ✓ Valorisation des nouvelles mesures sur la digitalisation des PME : offre numérique régionale, AMI numérisation, télétravail, plan cybersécurité...
- ✓ Création de contenus de sensibilisation des TPE-PME ligériennes en lien avec le collectif régional sur le numérique

- Banque d'idées -

Contenus à développer :

Communication interne
Communication externe
Sécurité/Cyber-sécurité
Intelligence Artificielle
RGPD
Outils de managements et d'actions
Equipements et technologies connectées
Robotisation
Automatisation
Intelligences économiques
Big Data
Algorithmes et gestion de données
Réseaux sociaux

Inspirations ou Partage [France Num](#) :

Connecte ta boîte
Ma TPE a rdv avec le numérique
Exemples des entreprises en Pays de la Loire
Fiches pratiques ou dossiers sur des domaines en particulier (ex: boulangerie, [btp](#)...)

Thèmes à aborder :

Intégrer le digital dans la stratégie d'entreprise
Se challenger
Transversalité : adopter une nouvelle organisation
Intégrer de nouveaux dispositifs
Vulnérabilité
Augmenter en efficacité
Comprendre la transformation numérique
Développer son bouquet d'offre de produits et/ou de service
Augmenter la base client
Accroître sa visibilité
S'informer – Se Former – S'organiser
L'humain au cœur de l'entreprise
Avoir un bon usage des outils